



Le billet du Recteur

n° 95

**QUAND L'ARGENT GOUVERNE LE MONDE,
QUE RESTE-T-IL DE L'HOMME ?**

Il est un fait que notre époque peine encore à nommer : l'argent n'est plus un moyen, il est devenu une condition d'existence politique. Les nations ne tombent plus seulement sous les bombes, mais sous les suspensions de flux, les gels d'avoirs, les exclusions de circuits invisibles. On ne conquiert plus seulement des territoires, on neutralise des capacités de payer, d'emprunter, d'échanger. Or, pour un esprit formé dans la pensée musulmane, cette mutation ne peut être lue comme un simple phénomène technique. Elle pose une question plus radicale : qu'advient-il de la justice lorsque la valeur devient absolue et la valeur monétaire souveraine ?

Dans la tradition islamique, l'argent n'a jamais été sacralisé. Il n'est ni impur ni sacré : il est épreuve. Épreuve de l'intention, de la limite, du rapport à l'autre. Le Coran ne condamne pas la richesse, mais son absolutisation ; non l'échange, mais la domination qu'il produit lorsqu'il échappe à toute finalité morale.

Ce que notre époque révèle avec brutalité, c'est précisément cela : une économie désarrimée de toute téléologie éthique. L'argent circule sans répondre à une finalité humaine ; pire, il devient la mesure de l'hu-main lui-même. Les peuples sont notés, classés, sanctionnés non pour ce qu'ils font, mais pour ce qu'ils valent dans un système de flux.

D'un point de vue musulman, ce renversement est une fitna moderne : une confusion entre le signe et le sens.

L'argent, qui devait indiquer la valeur d'un travail ou d'un échange, devient la valeur elle-même, indépendamment de toute justice.

L'argent, qui devait indiquer la valeur d'un travail ou d'un échange, devient la valeur elle-même.



La finance contemporaine fonctionne comme un pouvoir sans visage. Elle ne gouverne pas par décret, mais par conditions d'accès. Elle ne dit pas « tu dois », elle dit « tu ne peux plus ». Et cette impossibilité de commercer, de payer, de financer produit une soumission plus efficace que la contrainte militaire.

Face à cela, le monde musulman au sens large, et au-delà des États se trouve dans une position paradoxale. Il a hérité d'une pensée très élaborée sur l'éthique de l'échange, la licéité du gain, la circulation équitable de la richesse. Mais il évolue dans un système global qui ne reconnaît ni limite morale, ni principe de justice distributive.

La question n'est donc pas : comment résister à la finance dominante ?

Mais plus profondément : comment réintroduire la finalité humaine dans un monde gouverné par la valeur abstraite ?

La tentative de diversification monétaire, les circuits alternatifs, les accords bilatéraux, la recherche de souveraineté financière ne sont pas, en soi, des solutions morales. Ils sont des réactions défensives. Nécessaires, mais insuffisantes. Car on peut parfaitement remplacer une dépendance par une autre, un centre par un autre, sans jamais interroger le fond du problème : le pouvoir sans responsabilité.

Dans la pensée musulmane, le pouvoir est toujours lié à l'amanah — le dépôt, la responsabilité. Or, la finance globale actuelle est précisément ce qui échappe à toute amanah. Elle produit des effets massifs sans répondre de leurs conséquences humai-

nes. Elle punit collectivement, sans intention morale, sans proportion, sans miséricorde.

C'est ici que la pensée islamique peut offrir non pas une alternative technique, mais une critique de civilisation.

Elle rappelle que la richesse n'est pas un droit absolu, mais un mandat.

Que la circulation est une obligation, non une faveur.

Que l'accumulation sans redistribution est une violence différée.



Qui a le droit de décider de la valeur de la vie humaine ?

Que la valeur d'une société ne se mesure pas à sa liquidité, mais à sa capacité à ne pas écraser les plus faibles sous le poids de ses abstractions.

Dans un monde où l'argent structure les alliances, dicte les ruptures et redessine la carte du possible, la question ultime n'est pas économique. Elle est spirituelle et politique à la fois : qui a le droit de décider de la valeur de la vie humaine ?

Si l'argent devient le critère ultime, alors l'homme devient variable d'ajustement.

Si, au contraire, l'homme redevient la finalité, alors l'argent doit redevenir ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : un outil sous condition morale.

C'est peut-être là le défi le plus profond de notre temps : non pas inventer une autre monnaie, mais réapprendre à refuser l'idolâtrie moderne celle qui ne se nomme pas dieu, mais qui exige tout, sans jamais répondre de rien.

À Paris, le 28 janvier 2026

CHEMS-EDDINE HAFIZ

Recteur de la Grande Mosquée de Paris